

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/RL/M/15

15 juin 2004

(04-2583)

---

## Groupe de négociation sur les règles

### RAPPORT RÉSUMÉ DE LA RÉUNION QUI S'EST TENUE LE 5 MAI 2004

#### Note du Secrétariat

1. Le Groupe de négociation sur les règles (le "Groupe") a tenu une réunion formelle le 5 mai 2004.
  - A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
2. Le Groupe a adopté l'ordre du jour suivant:
  - A. Adoption de l'ordre du jour
  - B. Accords commerciaux régionaux: Transparence
  - C. Accords commerciaux régionaux: "Questions systémiques"
  - D. Autres questions
3. Le Président a demandé aux participants d'arriver à l'heure aux réunions car il ne retarderait pas l'ouverture des séances par manque de participants.
  - B. ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX: TRANSPARENCE
4. Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion du Groupe il avait informé les participants que deux documents relatifs à ce point de l'ordre du jour seraient mis à disposition avant la réunion de ce jour. Il s'agissait des documents suivants i) une note informelle du Président, JOB(04)/23, intitulée *Accords commerciaux régionaux: Transparence*, en date du 30 mars 2004 et distribuée par télécopie (également disponible en français et en espagnol); et ii) une note informelle du Secrétariat intitulée *Illustrative Background Presentation on an RTA by the Secretariat, Example Canada-Chile FTA*, en date du 23 avril 2004 et aussi distribuée par télécopie (disponible uniquement en anglais). Il a indiqué que ces documents feraient l'objet d'une discussion informelle au terme de l'examen du point suivant de l'ordre du jour.
  - C. ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX: "QUESTIONS SYSTÉMIQUES"
5. Le Président a signalé qu'une Note informelle du Président intitulée *Feuille de route pour les discussions sur les questions "systémiques" liées aux ACR*, en date du 26 avril 2004, avait été distribuée aux participants par télécopie à la même date et était également disponible en français et en espagnol. Il a proposé de discuter de ce document en mode informel, après l'examen des trois communications formelles récemment présentées sous ce point.

6. Présentant la première communication (TN/RL/W/151), l'auteur a signalé que le moment semblait opportun pour présenter un document visant à définir les principes de base du cadre général des discussions du Groupe. L'objectif visé par le document était double, à savoir souligner l'importance des discussions systémiques et faire en sorte que le rôle du Comité des Accords commerciaux régionaux (CACR) soit clarifié dans les plus brefs délais. Son pays estimait que si ces négociations débouchaient sur une transparence accrue des ACR ce serait certes un résultat significatif, mais un résultat insuffisant, et que le Groupe devait entamer des discussions systémiques dans un avenir très proche. Des règles claires étaient importantes pour assurer non pas une certitude juridique en cas de conflit potentiel dans le cadre du système de règlement des différends, mais que les parties aux ACR étaient pleinement conscientes de ce que l'on attendait de leurs accords; en d'autres termes, la question était de savoir quels éléments devaient composer les ACR pour compléter la libéralisation dans le cadre du système commercial multilatéral et pour que l'exemption NPF soit donc "justifiable". Clarifier et améliorer les dispositions de l'article XXIV du GATT et de l'article V de l'AGCS apporteraient une réponse à cette question. S'agissant du rôle du CACR, son pays estimait que le moment était bien choisi pour établir clairement que la conformité des ACR avec les dispositions de l'OMC ne devrait pas être déterminée par le CACR; il était essentiel que son rôle soit redéfini pendant la négociation en cours. Dans la pratique, les Membres examinaient les ACR au sein du CACR sans grande interaction et sans pouvoir adopter les rapports déterminant la conformité de ces accords avec les dispositions de l'OMC. Le dernier de ces accords à avoir été "approuvé" concernait les Républiques tchèque et slovaque en décembre 1994, et il n'était plus en vigueur. La Décision L/7501 établissait que "Le Groupe de travail est convenu que sur la base des documents communiqués par les parties à l'Accord, l'Accord établissant l'Union douanière entre la République slovaque et la République tchèque était conforme aux dispositions de l'article XXIV de l'Accord général". Même en supposant que, suite à ces négociations, les Membres parviennent à une plus grande transparence et à des disciplines plus claires, le moindre doute ou la moindre préoccupation amènerait probablement un Membre à faire obstacle à un consensus. Sa délégation a par conséquent proposé que le CACR examine tous les ACR, conformément aux règles et procédures couvertes par la négociation, sans que la conformité des accords avec les dispositions de l'article XXIV du GATT et avec l'article V de l'AGCS ne soit nullement déterminée. Sa délégation pensait que ces idées reflétaient le sentiment général régnant parmi les Membres et qu'elles allaient dans le sens de la Note sur la transparence distribuée par le Président.

7. Les participants ont d'une manière générale appuyé l'orientation prônée dans la communication, à savoir une transparence accrue, de meilleures procédures d'examen, ainsi que des disciplines plus claires et améliorées sous forme de critères raisonnables que les ACR devraient respecter. Un certain nombre de participants ont toutefois mis en garde contre toute tentative visant à exiger que des résultats sur les questions de procédures et de fond soient aussi obtenus en parallèle, étant donné que cela pourrait bloquer les progrès sur les questions de transparence relevant du mandat du Groupe.

8. Les participants étaient d'accord sur le fait que le CACR avait un rôle important à jouer dans l'examen approfondi des ACR. Des avis divergents ont cependant été exprimés quant à la proposition de décharger le CACR de son rôle d'évaluation de la conformité des accords. Plusieurs participants se sont dits d'accord avec le point de vue selon lequel l'on ne pouvait pas demander au CACR d'approuver ou de désapprouver les ACR; à leurs yeux, les négociations devraient déboucher sur une transparence considérablement accrue des ACR relevant du CACR, un exercice, comme d'aucuns l'ont signalé, qui pourrait s'apparenter au Mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC). À l'inverse, plusieurs autres participants, tout en reconnaissant les difficultés inhérentes à la procédure actuelle du CACR, n'étaient pas d'accord pour que l'évaluation de la compatibilité des ACR soit confiée uniquement aux groupes spéciaux et à l'Organe d'appel. À cet égard, un participant a suggéré qu'un mécanisme de compensation destiné à faire face aux effets négatifs des mesures non tarifaires d'un ACR pourrait constituer une alternative au règlement des différends. Un certain nombre de participants ont noté qu'il était, quoi qu'il en soit, nécessaire de préciser le statut juridique des

examens réalisés par le CACR, et de tout document distribué à ce sujet, par rapport au mécanisme de règlement des différends. Il a aussi été signalé qu'une précision s'imposait pour savoir si modifier le rôle du CACR appellerait une modification de ses termes de référence.

9. Réagissant aux observations formulées sur le rôle du CACR et ses termes de référence, le Président a demandé au Secrétariat de préparer une note d'information sur l'établissement du CACR. Un participant a suggéré de fournir aussi des informations sur le règlement intérieur du CACR.

10. Des points de vue divergents ont été exprimés sur la proposition d'appliquer aussi toute éventuelle procédure en matière de transparence aux accords notifiés au titre de la Clause d'habilitation. Certains participants ont indiqué qu'apporter des modifications aux procédures relatives aux accords notifiés au titre de la Clause d'habilitation représentait un risque de dilution des droits inhérents à cette clause. D'autres participants ont souligné qu'améliorer la transparence ne saurait en aucune manière compromettre les droits découlant de la Clause d'habilitation. Il a également été noté que si le Secrétariat procédait à l'analyse factuelle des ACR, la transparence accrue ne constituerait pas une charge pour les pays en développement.

11. Réagissant aux commentaires formulés, l'auteur a dit que les négociations offraient l'occasion de redéfinir le rôle du CACR dans l'examen des ACR; toute éventuelle redéfinition de ce type devrait aller dans le sens des résultats attendus de la négociation en termes de transparence accrue. Elle a proposé de ne pas trop insister sur la nature juridique des questions soulevées, de concentrer les efforts sur l'obtention d'un ensemble de résultats finaux, et d'évoquer uniquement à ce moment-là la forme juridique possible de ces résultats. Notant que les termes de référence actuels pour l'examen d'un ACR, qu'il porte sur les marchandises ou les services, contenaient un libellé très semblable à celui utilisé dans le mandat d'une affaire faisant l'objet d'un règlement des différends, et qu'ils prévoyaient une évaluation de la conformité de l'ACR, elle a déclaré que le mécanisme de règlement des différends représentait la dernière étape du processus de résolution des conflits, et que des consultations devraient être organisées à plusieurs niveaux avant de se lancer sur cette voie. Elle a aussi précisé que la proposition ne déboucherait pas sur un exercice semblable au MEPC. Contrairement à ce dernier, chaque ACR était examiné à titre individuel et de manière ponctuelle, et non pas périodiquement comme dans le cas du MEPC. Une autre distinction existait, à savoir que dans le contexte d'un ACR, les Membres resteraient libres de se prévaloir du mécanisme de règlement des différends. Pour finir, elle a noté que la question d'un mécanisme de compensation pour faire face aux effets négatifs des mesures non tarifaires contenues dans un ACR devait être approfondie et discutée plus avant.

12. Présentant la deuxième communication (TN/RL/W/152), l'auteur a dit qu'elle identifiait les questions qui devraient faire l'objet d'une analyse dans le cadre des discussions systémiques sur l'article V de l'AGCS. Elle a noté que l'objectif était de faire en sorte que les questions relatives aux services ne soient pas laissées de côté. Sa délégation avait le plaisir de signaler que la feuille de route contenait plusieurs des questions mentionnées dans son document. En plus d'identifier les sujets pouvant potentiellement être traités dans le cadre de discussions systémiques – bien que d'une manière non exhaustive – sa délégation souhaiterait aussi étudier une question générale, à savoir les similitudes possibles entre l'article XXIV du GATT et l'article V de l'AGCS. Ces similitudes devraient être analysées sous l'angle de la transparence et des discussions systémiques.

13. Les participants ont salué le document et le fait qu'il prévoyait que les questions liées aux services soient étudiées de manière aussi approfondie que les questions liées aux marchandises, et se sont dits d'accord sur la nécessité d'inclure ces questions dans la *Feuille de route* du Président distribuée à titre informel. Certains participants ont mis en garde contre un parallélisme complet dans le traitement réservé aux questions liées aux marchandises et aux questions liées aux services, étant donné que des règles et des procédures différentes s'appliquaient à chacun de ces types d'ACR.

Certains participants ont indiqué leurs priorités concernant le traitement des questions soulevées dans la proposition.

14. Un participant a noté que ni cette proposition, ni la *Feuille de route* informelle du Président ne traitait de la question des réglementations intérieures; cette question méritait de l'attention étant donné que ces réglementations pouvaient compromettre la valeur et la portée des engagements spécifiques contractés au titre d'un ACR. Un certain nombre de participants ont souscrit à cette remarque.

15. Le Groupe a porté son attention sur la proposition concernant les Accords de reconnaissance (AR). Un participant s'est demandé si les questions découlant de l'article VII de l'AGCS relevaient du mandat du Groupe. Un autre participant a signalé que dans les discussions au sein du Conseil du commerce des services (CCS) sur les AR était évoqué le respect insuffisant des prescriptions de l'AGCS concernant ces accords; ces discussions portaient sur une question considérablement différente de celle incluse dans la proposition à l'examen. D'une manière plus générale, il a été noté que, pour les questions techniques telles que les AR, un lien devrait être établi avec les discussions tenues au sein du CCS.

16. Réagissant aux commentaires formulés, l'auteur a noté que sa délégation était disposée à discuter des questions liées aux réglementations intérieures au titre du volet "champ d'application" des discussions systémiques sur les ACR portant sur les services. Elle a précisé que sa délégation n'était pas favorable à la discussion des questions liées à l'article VII de l'AGCS au sein du Groupe; le problème était plutôt que, dans le cadre des discussions du CCS, un certain nombre de Membres avaient indiqué que les AR n'étaient pas notifiés à l'OMC car ils faisaient partie d'un accord d'intégration économique notifié au titre de l'article V de l'AGCS. S'agissant de la similarité du traitement accordé aux questions concernant les marchandises et les services, elle a assuré les participants que sa délégation ne prônait pas un parallélisme complet, les marchandises et les services étant des sujets différents, mais elle n'en pensait pas moins que dans une certaine mesure un parallélisme était nécessaire. Pour finir, elle a souligné que la présente proposition avait été préparée et présentée au Secrétariat pour diffusion avant la distribution de la feuille de route du Président.

17. Soixante-quatre participants avaient parrainé la troisième communication, distribuée sous la cote TN/RL/W/117. L'un d'eux, s'exprimant au nom de tous les auteurs, a déclaré que la communication présentait dans les grandes lignes les perspectives, ainsi que les propositions spécifiques initiales des auteurs sur les aspects des ACR relatifs au développement et le traitement spécial et différencié connexe contenu dans les règles de l'OMC. Le document contenait des recommandations qui contribueraient à clarifier et à améliorer les disciplines et procédures consacrées dans les dispositions existantes de l'OMC sur les ACR, et qui étaient compatibles avec l'esprit, l'objet et les exigences du mandat de Doha en la matière. Ainsi, les propositions contenues dans le document se concentraient essentiellement sur l'article XXIV du GATT de 1994 et sur la Clause d'habilitation. Plus précisément, la communication abordait de manière holistique et cohérente les préoccupations partagées par les auteurs sur les "aspects relatifs au développement" des ACR et offrait une justification à l'octroi d'un traitement spécial et différencié accru. En outre, elle proposait d'apporter des clarifications et des modifications appropriées aux dispositions existantes de l'article XXIV du GATT de 1994. Le document remplaçait aussi la Clause d'habilitation dans le contexte qui était le sien et étudiait les moyens de la maintenir pour assurer la couverture juridique des ACR Sud-Sud. Pour la plupart des pays en développement, les ACR représentaient un instrument de développement fondamental. À ce titre, il était essentiel que le cadre multilatéral non seulement favorise, mais aussi complète l'élaboration et la mise en œuvre de ces accords. Il s'agissait là d'un point central pour les auteurs, étant donné que leurs États étaient actuellement en train de négocier des Accords de partenariat économique conformes aux règles de l'OMC, et ce avec l'UE en vertu de l'Accord de partenariat de Cotonou. Plus important encore, ces Accords de partenariat économique faisaient partie intégrante des processus d'intégration entamés dans leurs diverses régions et représentaient une

étape vers une intégration pleine et entière de leurs économies dans le système commercial multilatéral. Il convenait de rappeler que l'actuel article XXIV du GATT de 1994 s'inspirait dans une grande mesure de l'article XXIV du GATT de 1947. Ce dernier avait été rédigé alors que les ACR étaient en train de voir le jour et que les pays en développement n'étaient pas nombreux dans le système commercial multilatéral. Tout aussi important était le fait que la seule modification apportée à ces règles du GATT de 1947 avait été consacrée dans le *Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* du Cycle d'Uruguay. L'évolution limitée de l'article XXIV avait dans une grande mesure contribué à sa stérilité quant aux aspects de ces ACR relatifs au développement. Le Mémorandum d'accord de 1994 précisait cependant certaines facettes de l'article XXIV et introduisait une période de transition pour les accords provisoires. Il convenait de noter que les dispositions ciblées en matière de traitement spécial et différencié pour les pays en développement dans les ACR Sud-Sud brillaient par leur absence de l'article XXIV du GATT de 1994. Il n'existait pas non plus de mesure spécifique qui garantirait un traitement spécial et différencié *de jure* aux pays en développement pour leur permettre de satisfaire aux prescriptions contenues dans l'article XXIV. En effet, la flexibilité *de facto* offerte par l'ambiguïté inhérente au libellé de l'article XXIV du GATT, ainsi que les pratiques permissives qui s'étaient développées au fil du temps ne pouvaient pas équivaloir ni se substituer à des mesures de traitement spécial et différencié opérationnelles et juridiquement contraignantes. Il existait aussi une certaine incongruité entre l'article XXIV du GATT et l'article V de l'AGCS, qui concernait les Accords d'intégration économique (AIE) dans le domaine du commerce des services. Le point pertinent était ici que l'article V prévoyait explicitement un traitement spécial et différencié pour les pays en développement dans l'application des critères évoqués à l'article V:1 de l'AGCS. L'article V de l'AGCS faisait aussi une distinction, à l'article V:3 a), entre les accords d'intégration économique impliquant des pays en développement et des pays développés et ceux conclus uniquement entre des pays en développement, à l'article V:3 b), tout en ménageant un traitement souple et plus favorable aux pays en développement dans les deux cas. Au regard de ce qui précédait, et tout bien considéré, les auteurs ont estimé que, du point de vue des ACR conclus entre pays en développement et pays développés, le traitement spécial et différencié accordé aux premiers devrait explicitement couvrir les éléments de procédure et de fond pertinents des paragraphes 5 à 8 de l'article XXIV du GATT de 1994. S'agissant de l'article XXIV:8 a) i) et b), les auteurs ont estimé que le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement devait passer par l'application d'une méthode favorable et/ou de niveaux de seuils inférieurs pour déterminer le commerce et les produits visés pour satisfaire à la prescription relative à "l'essentiel des échanges commerciaux". Les auteurs ont également proposé que les termes "autres réglementations commerciales restrictives" soient interprétés de manière assez flexible de façon à ne pas porter atteinte au droit des pays en développement d'appliquer des mesures de protection contingentes, y compris des sauvegardes et d'autres mesures non tarifaires au commerce intrarégional. Cette flexibilité devrait aussi garantir la sécurité juridique et la prévisibilité des droits et obligations asymétriques des pays développés et en développement. S'agissant de l'article XXIV:5 c) et du paragraphe 3 du Mémorandum d'accord de 1994 sur le "délai raisonnable", les prescriptions des paragraphes 5 à 8 de l'article XXIV du GATT devraient s'appliquer aux ACR une fois la période de transition écoulée. Le moyen de déterminer les "circonstances exceptionnelles" destinées à faciliter l'accès par les pays en développement à une période de transition de plus de dix ans devrait également être clarifié. Qui plus est, la situation des pays en développement en matière de commerce, de développement et de finances devrait être prise en compte à l'heure de déterminer la durée maximale de la période de transition admissible. Nonobstant ce qui précédait, les auteurs partageaient le point de vue selon lequel cette période ne devrait pas être inférieure à 18 ans. Au regard de l'article XXIV:7 et des paragraphes 7 à 10 du Mémorandum d'accord de 1994, les auteurs ont proposé que pour déterminer la conformité des ACR impliquant des pays en développement avec l'article XXIV, il soit dûment tenu compte des "aspects relatifs au développement". Pour les auteurs, il était tout aussi important que le paragraphe 12 du Mémorandum d'accord de 1994 soit remanié pour faire en sorte que les procédures et décisions en matière de règlement des différends ne prévalent pas indûment sur la compétence du CACR relativement à la détermination de la compatibilité des ACR avec les règles de l'OMC. De l'avis des

auteurs, les paragraphes 5 à 9 de l'article XXIV du GATT ne devraient pas porter atteinte au droit d'établir des ACR entre pays en développement au titre de la Clause d'habilitation. Ainsi, les auteurs ont réaffirmé leur point de vue selon lequel lorsque des pays en développement ont notifié des ACR au titre de la Clause d'habilitation, c'étaient les dispositions de cette dernière qui s'appliquaient exclusivement pour déterminer leur conformité avec les règles de l'OMC. Ils ont aussi réaffirmé que les négociations sur les règles applicables aux ACR ne devraient pas restreindre la portée des accords Sud-Sud au titre de la Clause d'habilitation. Pour finir, il a indiqué que la présente communication devrait être considérée comme contenant des propositions et des clarifications initiales; comme une première ébauche qui serait renforcée, affinée, développée et/ou élaborée plus avant, en fonction des questions et des préoccupations soulevées par les délégations, et de l'évolution des négociations dans ce domaine.

18. Un coauteur de cette proposition a mis en exergue certains des points saillants de la proposition, à savoir la nécessité que les résultats de ces négociations tiennent compte du développement; la nécessité de règles ménageant une certaine flexibilité aux accords entre pays développés et en développement; le besoin urgent de préciser la relation entre l'article XXIV et le règlement des différends; ainsi que l'importance de la Clause d'habilitation. Pour finir, il a demandé à ce que les questions soulevées dans la proposition soient incluses dans la feuille de route informelle du Président sur les questions systémiques.

19. Réagissant à cette proposition conjointe, les participants ont noté la nature préliminaire des remarques formulées du fait de l'arrivée tardive de la communication, et ont demandé à ce qu'elle fasse l'objet d'un examen approfondi à la prochaine réunion.

20. Il a été signalé que, en substance, la proposition préconisait de ménager de la flexibilité aux pays en développement concluant des ACR et que toute discipline découlant des négociations devrait permettre une certaine asymétrie pour les ACR entre pays développés et en développement. Certains participants ont insisté sur le fait que si les aspects des ACR relatifs au développement devraient être pris en compte, le traitement spécial et différencié ne devrait pas devenir la règle prépondérante en matière d'ACR. Le principe de base selon lequel les ACR ne devraient pas opposer d'obstacles au commerce de pays tiers devrait être maintenu, et les négociations devraient conduire à un meilleur fonctionnement du CACR et à un renforcement du rôle de l'OMC dans le domaine des ACR. Une participante a indiqué qu'elle ne pouvait être d'accord avec l'hypothèse sous-jacente selon laquelle la conformité avec l'article XXIV entravait le développement.

21. Certains participants ont noté que les règles de l'OMC accordaient déjà de la flexibilité aux ACR; l'article XXIV du GATT constituait déjà, en soi, une exception au principe NPF. Un participant a noté que les flexibilités inhérentes à la Clause d'habilitation pour les accords Sud-Sud et les arrangements dans le domaine des marchandises expliquaient en grande partie le manque de traitement spécial et différencié dans l'article XXIV du GATT.

22. S'agissant de la relation entre l'article XXIV et le règlement des différends, quelques participants ont noté que, tel que discuté plus tôt pendant la réunion, il était nécessaire de préciser le statut juridique des examens réalisés par le CACR et le mécanisme de règlement des différends. L'auteur du document TN/RL/W/151 a indiqué que sa proposition, selon laquelle le CACR ne devrait pas déterminer la conformité des ACR avec les règles de l'OMC, répondait précisément à cette question. Dans ce contexte, il a été démontré qu'il serait utile que les coauteurs indiquent s'ils étaient d'accord avec la proposition ou s'ils avaient une proposition de remplacement à présenter. Pour finir, un participant a signalé qu'il ne faudrait pas passer outre le droit des Membres de recourir au règlement des différends.

23. Une délégation a soulevé un certain nombre de questions concernant les accords de partenariat économique en cours de négociation entre l'UE et le Groupe des États ACP. Elle a posé trois questions à la délégation des Communautés européennes. Premièrement, si ces accords portaient uniquement sur les droits de douane ou couvraient aussi d'autres disciplines. Deuxièmement, quelle était la différence entre ces accords et les préférences tarifaires accordées au titre de la Convention de Lomé. Troisièmement, si ces accords devaient être finalisés avant les négociations sur l'article XXIV, seraient-ils notifiés au titre de l'article XXIV ou une demande de dérogation serait-elle présentée? La réponse apportée à ces questions allait dans ce sens: les négociations sur les accords de partenariat économique venaient de commencer et réunissaient les Communautés européennes et différents groupes de pays ACP; elles portaient sur un accord qui allait bien plus loin qu'une réduction des tarifs douaniers pour couvrir également le cadre réglementaire et le processus décisionnel. S'adressant aux pays ACP, cette même délégation ayant noté que la dernière phrase du paragraphe 5 du document TN/RL/W/155 disposait que la Clause d'habilitation devrait être maintenue afin d'assurer la couverture juridique des ACR Sud-Sud, elle a demandé s'ils étaient conscients du fait que cette Clause ne couvrait pas toutes les disciplines couvertes par de nombreux accords Sud-Sud existants, et s'ils envisageaient de proposer des amendements à la Clause d'habilitation pour l'étendre à un plus grand nombre de disciplines.

24. Plusieurs autres questions ont aussi été soulevées et posées aux coauteurs, notamment:

- a) que des informations soient présentées sur le statut des négociations des accords de partenariat économique, en incluant si possible des dates limites pour les exclusions sectorielles et quant au champ d'application;
- b) les auteurs avaient-ils l'intention de présenter un document similaire qui traiterait de l'article V de l'AGCS;
- c) les flexibilités demandées en termes de traitement spécial et différencié bénéficieraient-elles uniquement aux pays en développement ou aussi aux pays développés parties au même ACR;
- d) que les coauteurs précisent la dernière phrase du paragraphe 8 et sa note de bas de page 2;
- e) quels types de disciplines régiraient les accords envisagés au paragraphe 11 ii) de la proposition, et est-ce que cela signifierait que la notification n'interviendrait qu'au terme de la période de transition;
- f) que les "aspects liés au développement" au paragraphe 11 iii) soient précisés;
- g) que des éclaircissements soient apportés sur la suggestion selon laquelle les règles d'origine constituaient "d'autres réglementations commerciales restrictives", comme l'impliquait le paragraphe 11 i);
- h) si ces propositions étaient adoptées, quelle était aux yeux des auteurs la différence entre ces arrangements qui appelaient à présent une dérogation et ceux qui pourraient être considérés comme des accords de libre-échange;
- i) est-ce que l'adoption de la proposition encouragerait dans la pratique les pays développés à demander des arrangements impliquant des avantages réciproques de manière à éviter la procédure de dérogation de l'OMC suivie dans le cas des arrangements unilatéraux; et

j) quel était l'intérêt de réaffirmer ce qui figurait déjà dans la Clause d'habilitation.

25. Un participant a appuyé la proposition selon laquelle une flexibilité devrait être ménagée aux pays en développement pour satisfaire à la prescription relative à "l'essentiel des échanges commerciaux" contenue à l'article XXIV:8 dans le contexte des accords conclus avec des pays développés. S'agissant du paragraphe 11 iii) de la proposition, il a été démontré que tous les participants souhaitaient des procédures d'examen simplifiées et plus efficaces. Toutefois, la proposition tendant à instaurer un examen moins coûteux devrait faire l'objet d'une réflexion attentive étant donné qu'elle concernait les ACR entre pays en développement et développés.

26. Il a aussi été signalé que, même si certaines pratiques en vigueur suscitaient des doutes quant à savoir dans quelle mesure l'article XXIV était actuellement respecté, la question était de savoir de quelle manière la codification de ces pratiques servirait les intérêts généraux de l'OMC.

27. Certains participants ont suggéré que le Groupe procède tout d'abord à un examen approfondi des questions systémiques afin de dégager de nouvelles règles sur les ACR; une fois ces nouvelles règles connues, le Groupe devrait alors entrer en matière sur une éventuelle plus grande flexibilité en faveur des pays en développement.

28. Réagissant aux remarques formulées, un coauteur a demandé à ce que les questions posées soient présentées par écrit pour pouvoir y répondre de manière appropriée à la prochaine réunion. Il a noté que les coauteurs ne cherchaient pas à faire du traitement spécial et différencié la règle prépondérante; ils souhaitaient plutôt moderniser l'article XXIV du GATT pour qu'il offre une certaine flexibilité aux pays en développement dans le sens de l'article V de l'AGCS. Pour finir, s'agissant des autres flexibilités à ménager, une proposition de taille avait été faite, à savoir que la période de transition soit fixée sur la base de paramètres liés au développement plutôt que de manière arbitraire.

29. Le Président a déclaré que le document TN/RL/W/155 figurerait à l'ordre du jour de la prochaine réunion et qu'à cette occasion ses coauteurs auraient la possibilité de répondre aux différentes questions posées par les participants.

#### D. AUTRES QUESTIONS

30. Le Président a annoncé que la prochaine réunion du Groupe sur les ACR aurait lieu le 29 juin 2004, et que la date limite pour la présentation de documents serait fixée au 16 juin 2004, à la fermeture des bureaux. Cette réunion comporterait à la fois un mode formel et un mode informel.

---